



BANQUE DE LA REPUBLIQUE

DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture

Juin 2020

Table des matières

I. INTRODUCTION	1
II. PRODUCTION	1
II.1. Indice de la production industrielle	1
II.2. Café.....	1
II.3. Thé.....	1
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	1
IV. COMMERCE EXTERIEUR	2
IV.1. Exportations	3
IV.2. Importations	3
V.TAUX DE CHANGE	4
VI. FINANCES PUBLIQUES	4
VI.1. Recettes	4
VI.2. Dépenses	4
VI.3. Dette publique.....	4
VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES.....	5
VII.1. Base monétaire.....	5
VII.2. Masse monétaire	5
VII.3. Contreparties de la masse monétaire	6
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	6
VIII. 1. Emplois	6
VIII. 2. Ressources	7
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE	7
IX. 1. Adéquation des fonds propres	7
IX. 2. Qualité du portefeuille crédits	7
IX. 3. Rentabilité	8
IX. 4. Liquidité	8
ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS	9
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)	10
ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS.....	11

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution des secteurs de la production, des prix, du commerce extérieur et du taux de change, des finances publiques, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et des indicateurs de solidité du secteur bancaire à fin juin 2020.

En glissement annuel, le secteur réel a été marqué, au mois de juin 2020, par une augmentation de la production industrielle et de la production du thé en feuilles vertes ainsi que la clôture de la campagne café 2019/2020.

Au niveau des prix à la consommation, l'inflation s'est accrue au mois de juin 2020, alors qu'il y avait une déflation à la même période de 2019.

Par rapport à la même période de 2019, le solde de la balance commerciale s'est davantage détérioré à fin juin 2020. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au Dollar américain.

Par contre, le déficit global des finances publiques (hors dons) s'est amélioré au mois de juin 2020.

Dans le secteur monétaire, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues. Le bilan agrégé du secteur bancaire s'est amélioré à fin mai 2020. Les dépôts et les crédits à l'économie ont augmenté. Au niveau de la solidité financière, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé, solvable et rentable.

II. PRODUCTION

En glissement annuel, l'indice de la production industrielle et la production de thé en feuilles vertes ont augmenté.

II.1. Indice de la production industrielle

En glissement annuel, l'indice de la production industrielle a augmenté de 8,5% au mois de juin 2020, se fixant à 137,0 contre 123,9. Cet accroissement a été essentiellement tiré par la hausse de la production des boissons de la BRARUDI (+6,0%) et de cigarettes (+3,0%) ainsi que le démarrage de la campagne sucrière.

De même, cet indice s'est accru de 10,5% par rapport au mois précédent, essentiellement en liaison avec le démarrage de la campagne sucrière et l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (+0,7%) et celle de cigarettes (+8,5%).

II.2. Café

Au cours du mois de juin 2020, aucun apport de café parche n'a été enregistré, suite à la clôture de la campagne 2019/2020. Selon les prévisions de l'ODECA (Office pour le Développement du Café du Burundi), le volume total du café parche attendu pour la campagne 2020/2021 s'élèverait à 27.320 contre 10.885 tonnes de la campagne précédente, soit une augmentation de 151,0%, liée à la cyclicité du caféier.

II.3. Thé

En glissement annuel, la production de thé en feuilles vertes a augmenté de 15,2% au mois de juin 2020, se fixant à 4.607,0 contre 4.000,7 tonnes au même mois de l'année 2019, en liaison avec la bonne

pluviosité qui a prévalu pendant cette période. De même, la production cumulée s'est légèrement accrue de 2% à fin juin 2020, s'établissant à 33.543,5 contre 32.803,8 tonnes à la même période de l'année précédente.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

En glissement annuel, l'inflation globale s'est établie à 8,5% au mois de juin 2020 alors qu'il y avait une déflation (-4,0%) à la même période de l'année précédente. Cette augmentation de l'inflation a essentiellement porté sur les prix des produits alimentaires (+13,9 contre -8,6%) et, dans une moindre mesure, sur ceux des produits non alimentaires (+3,4 contre +0,9%).

Taux d'inflation (en %) (IPC: base 2016/2017 =100)

	Juin-19		juin-20	
	IPC	Inflation	IPC	Inflation
Inflation globale	108,6	-4,0	117,8	8,5
1. Inflation alimentaire	101,5	-8,6	115,6	13,9
- Pains et céréales	97,9	-5,0	112,0	14,4
- Viande	119,9	3,6	144,5	20,5
- Poissons et Fruits de mer	143,9	-5,5	147,7	2,6
- Lait, fromage et œuf	111,8	2,1	120,8	8,1
- Huiles et graisses	126,5	-2,5	126,2	-0,2
- Fruits	118,9	6,1	103,2	-13,2
- Légumes	90,6	-14,6	107,9	19,1
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	107,8	0,3	116,2	7,8
- Produits alimentaires n.c.a	112,7	2,8	130,9	16,1
2. Produits non alimentaires	116,2	0,9	120,2	3,4
- Boissons alcoolisées et Tabac	113,1	-1,0	116,7	3,2
- Articles d'habillement et articles chaussants	119,8	3,4	125,8	5,0
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	121,7	0,8	126,5	3,9
- Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	117,9	2,4	123,3	4,6
- Santé	114,7	1,5	118,1	3,0
- Transport	116,9	-0,4	117,1	0,2
- Communications	101,8	0,4	101,5	-0,3
- Loisirs et culture	119,4	4,6	129,5	8,5
- Enseignement	139,0	2,0	141,7	1,9
- Restaurants et hôtels	110,4	-2,0	115,4	4,5
- Biens et services divers	118,2	2,6	121,8	3,0
Energie, carburant et combustibles	136,6	1,4	142,1	4,0
3. Inflation Sous-jacente	112,1	-0,2	118,7	5,9

Source: BRB à partir des données de l'ISTEEBU.

L'inflation alimentaire est principalement expliquée par la remontée des prix pour les sous-rubriques «Pains et céréales» (+14,4 contre -5,0%), «Poissons et Fruits

de mer» (+2,6 contre -5,5%) et «Légumes» (+19,1 contre -14,6%) ainsi que par une forte augmentation des prix de la sous-rubrique «Viande» (+20,5 contre +3,6%).

L'inflation non alimentaire est principalement due à l'augmentation des prix dans les sous-rubriques: «Boissons alcoolisées et tabac» (+3,2 contre -1,0%), «Articles d'habillement et chaussants» (+5,0 contre +3,4%), «Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» (+3,9 contre +0,8%), «Loisirs et culture» (+8,5 contre +4,6%) et «Restaurants et Hôtels» (+4,5 contre -2,0%).

En glissement annuel, l'indice des prix combinant les prix de l'énergie, du carburant et d'autres combustibles a augmenté au mois de juin 2020 par rapport à la même période de l'année précédente (+4,0 contre +1,4%).

L'inflation globale excluant les prix des produits alimentaires et l'énergie, qui est l'approximation de l'inflation sous-jacente, a sensiblement augmenté au mois de juin 2020 par rapport à la même période de l'année précédente (+5,9 contre -0,2%).

IV. COMMERCE EXTERIEUR

A fin juin 2020, le déficit de la balance commerciale s'est davantage détérioré par rapport à la même période de 2019 et s'est établi à 769.094,9 contre 597.700,1 MBIF. Cette situation est expliquée par la hausse des importations (849.414,8 contre 765.603,3 MBIF) conjuguée à la baisse des exportations (80.319,9 contre 167.903,2 MBIF). Le total des échanges (importations + exportations) s'est presque stabilisé (-0,4%).

IV.1. Exportations

Par rapport à la même période de 2019, les exportations cumulées ont diminué tant en valeur (-52,2%) qu'en volume (-31,4%) à fin juin 2020.

En valeur, la diminution des exportations a principalement porté sur les produits primaires (43.662,7 contre 128.792,0 MBIF) et, légèrement, sur les produits manufacturés (36.657,2 contre 39.111,2 MBIF).

La baisse des exportations des produits primaires est principalement expliquée par le fait que le pays n'a pas exporté l'or non monétaire au cours de la période de janvier à juin 2020 alors que les exportations de ce produit atteignaient 54.003,7 MBIF à la même période de l'année précédente. De même, les exportations du café (10.275,7 contre 39.312,0 MBIF) et des minerais de niobium (4.623,0 contre 10.302,4 MBIF) ont baissé.

Pour sa part, la diminution des exportations des produits manufacturés a essentiellement concerné la farine de blé (8.601,3 contre 9.491,5 MBIF) et le kérosène (2.588,4 contre 4.365,6 MBIF). Cependant, les exportations d'autres produits manufacturés ont augmenté, notamment celles des bouteilles en verre foncé (2.216,8 contre 804,8 MBIF), des cigarettes (5.037,6 contre 3.207,2 MBIF) et des bières (3.478,8 contre 1.993,5 MBIF).

En volume, la diminution des exportations a porté aussi bien sur les produits primaires (15.940 contre 21.478 tonnes) que sur les produits manufacturés (22.943 contre 35.215 tonnes).

IV.2. Importations

Les importations cumulées à fin juin 2020 ont augmenté de 10,9% en valeur et de 11,2% en volume par rapport à la même période de 2019.

En valeur, cette augmentation a porté sur les importations de biens de production (332.493,6 contre 385.364,8 MBIF) et de biens d'équipement (184.392,6 contre 139.965,1 MBIF) tandis que celles de biens de consommation ont baissé (279.657,4 contre 293.144,7 MBIF).

La hausse des importations de biens de production a principalement porté sur les biens de la métallurgie (+32.998,4 MBIF), les huiles minérales (+6.452,5 MBIF) ainsi que les biens destinés à la construction (+6.792,2 MBIF) et à l'agriculture et élevage (+4.049,2 MBIF).

L'augmentation des importations des biens d'équipement a particulièrement concerné le matériel électrique (+27.407,2 MBIF), les chaudières et engins mécaniques (+11.193,1 MBIF) ainsi que les pièces de rechange et outillages (+5.135,7 MBIF).

En revanche, la baisse des importations de biens de consommation a été essentiellement due à la diminution des importations de produits pharmaceutiques (-20.744,8 MBIF) et des produits alimentaires (-5.181,4 MBIF).

En volume, l'accroissement des importations a principalement porté sur les biens de production (428.242 contre 363.191 tonnes) et, dans une moindre mesure, sur les biens d'équipement (27.211 contre 19.555 tonnes). Par contre, le volume des importations de biens de

consommation a baissé, s'établissant à 106.105 contre 122.130 tonnes.

V.TAUX DE CHANGE

Comparé à la même période de 2019, le BIF s'est déprécié de 3,79% par rapport au Dollar américain au mois de juin 2020; le taux de change moyen s'est établi à 1.912,32 contre 1.842,42 BIF pour une unité de Dollar américain.

A fin de période, le BIF s'est annuellement déprécié de 3,79% par rapport au Dollar américain, le taux de change passant de 1.845,14 à 1.915,00 BIF pour une unité de Dollar américain de fin juin 2019 à fin juin 2020.

VI. FINANCES PUBLIQUES

A fin juin 2020, le déficit global des finances publiques (hors dons) s'est amélioré par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 157.032,9 contre 272.570,9 MBIF, suite à l'augmentation des recettes conjuguée à la diminution des dépenses.

VI.1. Recettes

Les recettes cumulées à fin juin 2020 ont augmenté de 7,0%, s'établissant à 509.836,1 contre 476.395,7 MBIF à la même période de l'année précédente, en rapport avec l'augmentation des recettes fiscales (+30.408,2 MBIF) et non fiscales (+3.032,2 MBIF).

Les recettes du mois de juin 2020 ont augmenté de 6,0% par rapport au même mois de 2019, s'établissant à 105.149,5 contre 99.216,1 MBIF. Cette progression a porté sur les recettes fiscales (+5.565,6) et non fiscales (+367,9 MBIF).

VI.2. Dépenses

Les dépenses cumulées ont diminué de 11,0% à fin juin 2020, se fixant à 666.869,0 contre 748.966,7 MBIF à la même période de 2019. Par contre, les dépenses engagées au mois de juin 2020 ont augmenté de 11,0% par rapport au même mois de 2019, s'établissant à 129.560,9 contre 116.694,2 MBIF.

Les dépenses de personnel cumulées ont augmenté de 8,0% à fin juin 2020, s'établissant à 235.618,3 contre 218.146,8 MBIF à la même période de 2019.

VI.3. Dette publique

L'encours de la dette publique s'est accru de 13,8% à fin juin 2020, se fixant à 3.503,0 contre 3.077,1 Mds de BIF à la même période de l'année précédente, en liaison avec l'accroissement de la dette intérieure (+16,9%) et de la dette extérieure (+6,6%).

Par rapport au mois précédent, la dette publique a augmenté de 1,8%, en liaison avec l'accroissement de la dette intérieure (+2,0%) et de la dette extérieure (+1,1%).

VI.3.1. Dette intérieure

En glissement annuel, la dette intérieure s'est accrue de 365.798,9 MBIF à fin juin 2020, passant de 2.161,1 à 2.526,9 Mds de BIF, principalement en rapport avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire, essentiellement sous forme de titres du Trésor (+325.531,4 MBIF).

Par rapport au mois précédent, la dette intérieure a augmenté de 50.568,5 MBIF, en liaison avec l'accroissement de l'endettement de l'Etat envers le secteur

bancaire (+56.768,5 MBIF), partiellement contrebalancé par le désendettement du secteur non financier (-6.200,0 MBIF).

VI.3.2. Dette extérieure

En glissement annuel, la dette extérieure s'est accrue de 60.084,2 MBIF à fin juin 2020, passant de 916.027,0 à 976.111,1 MBIF. Cet accroissement est lié aux tirages (49.948,3 MBIF) et les plus-values de réévaluation (30.299,4 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement de la dette en principal (20.163,6 MBIF).

Par rapport au mois précédent, le stock de la dette extérieure a augmenté de 1,1% et s'est stabilisée à 976.111,1 contre 965.285,1 MBIF, en liaison avec les tirages (2.677,1 MBIF) et les plus-values de réévaluation (9.423,8 MBIF) qui ont été partiellement contrebalancés par l'amortissement de la dette en principal (1.274,9 MBIF).

Exprimée en Dollars américains, la dette extérieure a augmenté de 13,2 MUSD, en glissement annuel, s'établissant à 510,4 MUSD à fin juin 2020, contre 497,2 MUSD une année avant.

VII. BASE MONÉTAIRE, MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire ont augmenté à fin juin 2020, suite à l'accroissement des avoirs intérieurs nets.

VII.1. Base monétaire

A fin juin 2020, la base monétaire s'est accrue à un rythme moins accéléré que celui de la même période de 2019, avec un taux de croissance de 7,0% contre une augmentation de 19,9% une année avant.

Le niveau de la base monétaire est passé de 657.931,1 à 703.931,1 MBIF. Ce ralentissement du taux de croissance de la base monétaire a résulté de l'évolution contrastée de ses principales composantes. De fait, les billets et pièces en circulation ont maintenu un taux de croissance élevé (13,4 contre 14,6%), alors que les dépôts des banques commerciales ont diminué (-6,4 contre +34,1%).

VII.2. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 18,6% à fin juin 2020 contre 25,2% à la même période de 2019, s'établissant à 2.407,3 contre 2.029,5 Mds de BIF, en rapport avec la hausse de l'agrégat monétaire M2 (19,2 contre 26,6%) et des dépôts en devises des résidents (12,7 contre 13,1%).

La progression de la masse monétaire M2 a porté sur les dépôts à vue (10,7% contre 34,6%), les dépôts à terme et d'épargne (39,0 contre 19,9%) ainsi que la circulation fiduciaire hors banques (19,4 contre 12,7%).

L'augmentation des dépôts à vue en BIF a été principalement tirée par les avoirs des ménages (35,0 contre 13,7%). En revanche, les avoirs à vue des sociétés non financières publiques (-15,0 contre +1,4%), des autres sociétés non financières (-2,5 contre +66,5%) et ceux classés dans les autres comptes (-7,7 contre +16,1%) ont baissé, alors qu'ils avaient augmenté à la même période de 2019.

L'accroissement des dépôts à terme et d'épargne en BIF a concerné les placements des autres sociétés non financières (66,1 contre 48,8%), des

ménages (31,3 contre 14,4%) et ceux classés dans les autres comptes (20,0 contre 10,2%). Par contre, les placements à terme et d'épargne des sociétés non financières publiques ont diminué (-18,5 contre -21,1%), comme à la même période de 2019.

La hausse des dépôts en devises des résidents a porté sur ceux des autres sociétés non financières (7,4 contre 13,5%), des ménages (16,0 contre 12,3%) et ceux classés dans les autres comptes (14,2 contre 24,3%). En revanche, les avoirs en devises des sociétés non financières publiques ont diminué (-13,6 contre -42,0%).

VII.3. Contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, le crédit intérieur (3.088,2 contre 2.578,3 Mds de BIF) s'est accru de 17,8% à fin juin 2020 contre 19,4% à la même période de 2019, en rapport avec la hausse, à la fois, des créances nettes sur l'Etat (21,5 contre 24,0%) et des créances sur l'économie (13,1 contre 13,7%).

L'accroissement des créances nettes sur l'Etat a porté sur celles des banques commerciales (30,3 contre 40,6%), les engagements nets de l'Etat envers la Banque Centrale ayant baissé comme à la même période de 2019 (-7,8 contre -7,7%).

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 71,0% à fin juin 2020. Cette baisse a résulté de l'augmentation des engagements (+27,3 contre -0,5%) conjuguée à la diminution des avoirs extérieurs bruts (-1,0 contre +1,0%). De même, les réserves officielles de change

se sont contractées de 10,6% contre une diminution de 6,6% à la même période de 2019. Ces réserves couvraient 0,7 mois d'importations de biens et services à fin juin 2020 contre 1,0 mois à la même période de l'année précédente.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

A fin juin 2020, le total bilan du secteur bancaire s'est accru par rapport à la même période de l'année précédente. Du côté actif, cet accroissement est principalement expliqué par l'augmentation des créances sur l'Etat et sur l'économie. Concernant le passif, cet accroissement est lié à l'augmentation des dépôts de la clientèle et du refinancement auprès de la Banque Centrale.

VIII. 1. Emplois

En glissement annuel, le total actif du secteur bancaire a augmenté de 19,3% à fin juin 2020, passant de 2.940,9 à 3.509,4 Mds de BIF, suite à l'accroissement des titres du Trésor (29,3%) qui se sont établis à 1.487,1 contre 1.150,0 Mds de BIF. Au cours de la même période, l'encours des crédits à l'économie a augmenté de 22,4% (1.215,2 contre 993,0 Mds de BIF).

La part des titres du Trésor et celle des crédits au secteur privé dans le total actif ont légèrement augmenté, se fixant respectivement à 42,4 et 34,6%, contre 39,1 et 33,8% à la même période de l'année 2019.

VIII. 2. Ressources

Les dépôts du secteur bancaire ont augmenté de 17,6% à fin juin 2020, passant de 1.694,5 à 1.992,8 Mds de BIF. Malgré cette augmentation, les refinancements des banques commerciales auprès de la Banque Centrale ont augmenté de 22,9%, s'établissant à 411,3 contre 334,6 Mds de BIF à fin juin 2019.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

Le secteur bancaire est resté suffisamment capitalisé, solvable et rentable. De même, la qualité du portefeuille crédits s'est améliorée. Néanmoins, les principaux indicateurs de la rentabilité ont connu une légère diminution par rapport à fin juin 2019.

IX. 1. Adéquation des fonds propres

A fin juin 2020, le secteur bancaire disposait des fonds propres suffisants pour absorber les risques inhérents à son activité. Les ratios de solvabilité de base et globale se sont améliorés en se fixant largement au-dessus des normes réglementaires de 12,5 et 14,5%. Ils sont passés de 25,2 à 28,7% et de 27,4 à 30,9% de fin juin 2019 à fin juin 2020, respectivement. A la même période, le ratio de levier s'est établi à 11,0 contre 10,4% pour une limite minimale de 5%.

IX. 2. Qualité du portefeuille crédits

En glissement annuel, le taux de détérioration du portefeuille crédits, mesuré par le ratio des prêts non performants sur le total des crédits à l'économie, s'est amélioré. Il s'est établi à 6,2% à fin juin 2020 contre 9,3% à la

même période de l'année précédente. Cette amélioration est liée à la diminution des créances impayées à hauteur de 8,7% (145.846,5 contre 159.678,5 MBIF).

Les créances douteuses ont diminué de 14,4% à fin juin 2020 (16.099,4 contre 18.807,6 à MBIF) tandis que les créances à surveiller et pré-douteuses ont respectivement augmenté de 5,3 et 10,5%.

La qualité du portefeuille crédits alloué au secteur « agriculture » s'est davantage détériorée, avec un taux de détérioration 14,7 contre 6,7% à la même période de l'année précédente.

A fin juin 2020, la qualité du portefeuille crédits alloué aux secteurs « tourisme » et « équipement » s'est légèrement détériorée avec des taux de détériorations qui se sont fixés à 38,7 et 5,1%, contre 37,4 et 4,2% à fin juin 2019.

Toutefois, la qualité du portefeuille crédits alloué aux secteurs « industrie », « construction » et « commerce » s'est améliorée avec des taux de détérioration respectifs de 0,9 contre 19,1% ; 6,4 contre 9,1% et 4,9 contre 11,3% à fin juin 2019.

Face à ces détériorations, le secteur bancaire a continué de constituer des provisions pour se prémunir contre ce risque. De fait, le taux de provisionnement s'est établi à 67,7 contre 79,4% à la même période de l'année précédente.

Le risque de concentration crédit envers les grands risques¹ a augmenté de 45,2%

¹ La circulaire n°06/2018 relative à la division des risques de crédit des établissements de crédit, un grand risque est un prêt dont le montant est supérieur à 10% des Fonds Propres de base.

sur cette période. La part des crédits accordés à ces derniers, dans le total des crédits, représentait 33,2% contre 28,0% à fin juin 2019.

De plus, les risques de concentration dans les secteurs « commerce » et « équipement » demeurent importants. Les taux de concentration dans ces deux secteurs sont respectivement de 33,3 et 37,6% à fin juin 2020 contre 31,9 et 36,3%, à la même période de 2019.

IX. 3. Rentabilité

En glissement annuel, le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 17,2% à fin juin 2020, passant de 119.261,8 à 139.776,9 MBIF. Pour la même période, le Résultat Net du secteur bancaire a augmenté de 17,6%, s'établissant à 67.340,6 contre 57.243,2 MBIF.

Le rendement des actifs (ROA) et celui des fonds propres (ROE) ont baissé par rapport à fin juin 2019, s'établissant respectivement à 1,92 et 16,23 % contre 1,95 et 17,28%.

IX. 4. Liquidité

A fin juin 2020, les ratios de liquidité² à court terme (LCR) en BIF et en devises se sont établis au-dessus de la norme réglementaire de 100% avec des moyennes respectives de 242,8 et 192,5% contre 235,8 et 114,1% à la même période de 2019.

Toutefois, le secteur bancaire fait face au risque de concentration des dépôts. Ainsi, la part des dix gros déposants représentait 44,3% du total des dépôts à fin juin 2020 contre 44,9% à la même période de 2019.

² La circulaire n°04/2018 relative au ratio de liquidité à court terme des banques définit le LCR comme étant le ratio entre l'encours des actifs liquides de haute qualité (c'est-à-dire des actifs qui peuvent être facilement et immédiatement convertibles en liquidité sans ou avec une faible perte de leur valeur en période de forte tension de liquidité) et le total des sorties nettes de trésorerie dans les 30 jours calendaires suivants.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	avril-2019	mai-2019	juin-2019	avril-2020	mai-2020	juin-2020
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	102,2	113,6	126,2	112,8	123,9	137,0
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T par campagne) (1)	32 786,0	-	-	10 885,4	-	-
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	23 560,6	28 803,0	32 803,8	23 772,5	28 936,5	33543,5
4. Indice des prix à la consommation (base 2016/2017 = 100)	111,2	111,5	108,6	119,6	121,8	117,8
5. Taux d'inflation(en p.c)	-2,2	-2,4	-4,0	7,6	9,2	8,5
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	307 957,8	377 179,6	476 395,7	340 489,6	404 686,6	509 836,1
1.1. Recettes fiscales (cumul)	285 083,1	349 782,6	433 600,1	313 902,6	374 625,3	464 008,4
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	22 874,6	27 397,0	42 795,6	26 587,0	30 061,3	45 827,7
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Dépenses cumulées	502 507,5	632 272,5	748 966,7	444 930,8	537 308,1	666 869,0
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	146 387,5	182 106,2	218 146,8	157 721,5	197 471,7	235 618,3
3. Dette publique (en MBIF)	2 947 882,1	3 018 772,5	3 077 114,2	3 390 043,6	3 441 602,7	3 502 997,2
3.1. Encours dette intérieure	2 080 103,2	2 110 589,0	2 161 087,2	2 428 316,5	2 476 317,6	2 526 886,1
dont bons et obligations du Trésor	1 264 065,9	1 309 285,8	1 339 778,2	1 569 510,9	1 622 178,8	1 673 669,6
avance ordinaire BRB	195 994,1	191 866,3	216 009,2	0,0	0,0	0,0
3.2. Encours dette extérieure	867 778,9	908 183,5	916 027,0	961 727,1	965 285,1	976 111,1
3.3. Encours dette extérieure (en dollar américain)	473,9	494,4	497,2	505,7	506,1	510,4
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	2 019,6	2 981,0	183,2	3 345,5	2 123,0	1 678,9
dont amortissements	374,6	2 289,9	0,0	2 871,9	1 238,9	1 274,9
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	22 671,2	41 609,3	4 859,0	241,4	2 296,1	2 677,1
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	595 763,0	594 139,2	657 960,5	672 233,9	673 899,2	703 931,1
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 901 027,8	1 954 704,6	2 029 488,7	2 259 705,8	2 271 508,0	2407284,2 (p)
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	1 724 972,5	1 784 711,0	1 851 232,1	2 066 235,4	2 078 841,0	2206365,2 (p)
3. Crédit intérieur (en MBIF)	2 489 089,5	2 495 539,3	2 578 326,0	2 948 612,8	2 991 573,0	3088216,6(p)
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	1 444 923,9	1 423 501,8	1 474 620,4	1 706 220,3	1 690 733,2	1794533,1 (p)
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-236 973,7	-190 248,0	-194 252,9	-306 201,1	-340 584,4	-333 131,6
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	295 000,0	320 000,0	334 540,0	432 880,0	435 000,0	413 368,8
6.2 Reprise de liquidité						
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en %)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	2,49	2,47	2,48	3,00	3,00	3,00
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	2,7	2,7	2,7	3,15	3,21	3,24
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	3,0	3,0	3,1	3,25	3,28	3,29
7.4. Reprise de liquidité	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00	0,00
7.5. Apport de liquidité	2,63	2,69	2,82	2,87	2,85	2,96
7.6. Facilité de prêt marginal	5,48	5,50	5,50	6,00	6,00	6,00
7.7. Marché interbancaire	3,66	3,67	3,69	4,07	4,16	4,11
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	5,32	5,25	5,16	5,47	5,24	5,32
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	15,59	15,71	15,74	15,23	15,27	15,41
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	91 386,4	150 286,6	167 903,2	61 012,4	67 676,3	80 319,9
dont Café Arabica	30 118,8	36 086,5	39 312,0	9 860,5	9 860,5	10 275,7
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	37 819,4	47 153,3	56 692,9	27 297,0	31 397,1	38 882,9
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb	72,7	69,4	59,0	52,5	81,5	nd
- BIF/Kg	2 860,9	2 730,5	2337,5	2 185,5	3 354,8	nd
1.3. Encaissements café (cumul en MBIF)	32 100,2	44 966,4	48 449,5	14 014,0	15 199,8	nd
2. Importations (cumul en MBIF)	524 119,9	635 833,4	765 603,3	556 457,8	670 772,8	849 414,8
dont produits pétroliers	96 178,2	116 612,1	139 776,0	102 329,2	122 375,1	146 228,5
2.1. Volume des importations (cumul en T)	343 449,5	415 581,1	504 876,1	381 656,5	454 599,7	561 557,5
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF						
3.1.1. Nominal	93,2	93,5	92,5	93,9	93,7	91,2
3.1.2. Réel	94,0	94,4	90,8	99,5	101,0	95,0
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 834,0	1 839,6	1 845,1	1 904,6	1 909,5	1 915,0
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 831,1	1 837,0	1 842,4	1 901,9	1 907,1	1 912,3
(1): la campagne café commence au mois de mai et se termine au mois d'avril de l'année suivante						
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Pas de ventes de café pour cette période.						

Source : BRB

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)

	30/06/2019	30/06/2020	Variation en %	30/06/2019	30/06/2020	Variation en %	30/06/2019	30/06/2020	Variation en %
I. EMPLOIS	2 753 549,7	3 278 946,4	19,1	187 397,6	230 494,6	23,0	2 940 947,3	3 509 440,9	19,3
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	2 346 885,1	2 852 392,7	21,5	155 441,6	194 825,5	25,3	2 502 326,7	3 047 218,1	21,8
A. Actifs Liquides	1 495 313,9	1 806 065,7	20,8	13 966,2	25 926,4	85,6	1 509 280,1	1 831 992,1	21,4
Caisse	71 013,0	69 144,6	-2,6	12,2	10,2	-16,3	71 025,3	69 154,8	-2,6
B.R.B.	224 668,9	206 574,3	-8,1	2 578,9	2 586,4	0,3	227 247,8	209 160,6	-8,0
Avoirs auprès des banques et assimilés	55 973,9	61 156,6	9,3	4 988,0	5 468,7	9,6	60 961,9	66 625,3	9,3
Etablissements de crédit	3,5	73,6	2 034,3	4 988,0	5 468,7	9,6	4 991,4	5 542,4	11,0
IMFs	1 416,2	0,1	-100,0	0,0	0,0		1 416,2	0,1	-100,0
Correspondant étranger	52 553,8	58 582,9	11,5	0,0	0,0		52 553,8	58 582,9	11,5
Autres	2 000,0	2 500,0	25,0	0,0	0,0		2 000,0	2 500,0	25,0
Bons, Obligations du Trésor	1 143 658,1	1 469 190,2	28,5	6 387,1	17 861,1	179,6	1 150 045,2	1 487 051,3	29,3
B. Crédits	851 571,2	1 046 327,0	22,9	141 475,4	168 899,1	19,4	993 046,5	1 215 226,1	22,4
Court terme	449 787,9	585 051,7	30,1	2 063,5	2 851,2	38,2	451 851,5	587 902,9	30,1
Moyen terme	299 628,4	295 773,2	-1,3	46 179,6	37 120,1	-19,6	345 808,0	332 893,3	-3,7
Long terme	102 154,9	165 502,2	62,0	93 232,2	128 927,8	38,3	195 387,1	294 429,9	50,7
Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	134 615,6	158 487,9	17,7	8 069,6	8 113,4	0,5	142 685,1	166 601,2	16,8
I.3. Autres	272 049,0	268 065,8	-1,5	23 886,5	27 555,7	15,4	295 935,5	295 621,6	-0,1
II. RESSOURCES	2 753 549,7	3 278 946,4	19,1	187 397,6	230 494,6	23,0	2 940 947,3	3 509 440,9	19,3
II.1. Principales ressources	2 376 239,8	2 834 238,6	19,3	131 418,8	170 274,0	29,6	2 507 658,6	3 004 512,5	19,8
Clientèle	1 605 041,7	1 868 636,6	16,4	89 472,8	124 169,7	38,8	1 694 514,5	1 992 806,3	17,6
dont 10 grands dépôts des banques	750 040,5	863 303,2	15,1	11 173,0	18 729,9	0,0	761 213,5	882 033,1	15,9
Refinancement auprès B.R.B.	334 675,3	411 332,1	22,9	0,0	0,0	0,0	334 675,3	411 332,1	22,9
Dettes envers banques et assimilés	182 072,3	233 769,0	28,4	7 313,2	6 511,4	-11,0	189 385,5	240 280,4	26,9
Etablissements de crédit	5 349,3	12 199,3	128,1	-	-	-	5 349,3	12 199,3	128,1
IMFs	32 403,2	39 686,8	22,5	-	-	-	32 403,2	39 686,8	22,5
Correspondant étranger	9 875,5	9 572,4	-3,1	-	-	-	9 875,5	9 572,4	-3,1
Autres	134 444,2	172 310,5	28,2	7 313,2	6 511,4	-11,0	141 757,4	178 821,9	26,1
Capital et réserves	254 450,4	320 500,9	26,0	34 632,8	39 592,9	14,3	289 083,2	360 093,8	24,6
II.2. Autres	377 309,9	444 707,8	17,9	55 978,8	60 220,6	7,6	433 288,7	504 928,4	16,5
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
Fonds propres de base nets	272 539,2	351 997,2	29,2	32 669,2	33 417,3	2,3	305 208,4	385 414,5	26,3
Fonds propres	291 045,4	373 406,0	28,3	40 262,4	41 442,7	2,9	331 307,8	414 848,7	25,2
Risques pondérés	1 049 157,2	1 257 186,1	19,8	159 860,0	84 450,8	-47,2	1 209 017,2	1 341 637,0	11,0
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	26,0	28,0		20,4	39,6		25,2	28,7	
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	27,7	29,7		25,2	49,1		27,4	30,9	
Ratio de levier (norme 5%)	9,9	10,7		17,4	14,5		10,4	11,0	
Qualité et concentration des crédits									
Grands risques	272 517,8	399 462,7	46,6	5 181,4	3 720,3	-28,2	277 699,3	403 183,0	45,2
Créances à surveiller	50 263,0	45 458,0	-9,6	16 624,8	24 986,6	50,3	66 887,8	70 444,6	5,3
Créances pré douteuses	8 065,1	9 626,1	19,4	4 465,3	4 223,4	-5,4	12 534,0	13 849,5	10,5
Créances douteuses	15 498,0	12 779,2	-17,5	3 309,6	3 320,2	0,3	18 807,6	16 099,4	-14,4
Créances compromises	59 287,2	42 752,2	-27,9	2 165,5	2 700,7	24,7	61 452,7	45 452,9	-26,0
Créances Non performantes	82 850,3	65 157,5	-21,4	9 940,4	10 244,4	3,1	92 790,7	75 401,9	-18,7
Impayés	133 113,3	110 615,5	-16,9	26 565,2	35 231,0	32,6	159 678,5	145 846,5	-8,7
Dépréciations	69 258,7	46 901,7	-32,3	4 412,4	4 138,9	-6,2	73 671,1	51 040,6	-30,7
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	30,9	31,9		75,5	73,3		33,8	34,6	
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts	41,5	44,8		3,4	7,7		39,1	42,4	
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	419,6	417,4		19,6	53,4		376,8	385,8	
Taux des prêts non performants	9,7	6,2		7,0	6,1		9,3	6,2	
Taux d'impayés	15,6	10,6		18,8	20,9		16,1	12,0	
Taux de provisionnement	83,6	72,0		44,4	40,4		79,4	67,7	
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	32,0	38,2		3,7	2,2		28,0	33,2	
Liquidité									
Coefficient de liquidité en BIF	235,8	242,8		-	-		235,8	242,8	
Coefficient de liquidité en devises	114,1	192,5		-	-		114,1	192,5	
Total crédits/total dépôts	53,1	56,0		158,1	136,0		58,6	61,0	
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	91,3	97,2		240,2	219,0		-	-	
Dix gros dépôts/Total dépôts	46,7	46,2		12,5	15,1		44,9	44,3	
Rentabilité et performance									
Résultat avant impôt	56 586,5	66 474,4	17,5	3 988,1	4 578,3	14,8	60 574,6	71 052,7	17,3
Résultat net de l'exercice	53 934,2	63 408,7	17,6	3 309,1	3 931,9	18,8	57 243,2	67 340,6	17,6
Produit Net Bancaire	110 653,0	130 308,0	17,8	8 608,8	9 468,9	10,0	119 261,8	139 776,9	17,2
ROA	2,0	1,9		1,8	1,7		1,9	1,9	
ROE	18,5	17,0		8,2	9,5		17,3	16,2	

Source : BRB

ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2015	2016	2017	2018	2019
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en %)	-0,4	3,2	3,8	4,2	4,1
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	5,5	5,6	16,1	-2,6	-0,8
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	120,8	124,7	172,6	180,2	179,5
Importations, CAF (en millions de dollar)	721,4	616,2	756,0	793,5	871,0
Volume des exportations (en tonnes)	85 758,0	84 614,0	93 125,0	103 218,0	102 721,0
Volume des importations (en tonnes)	632 337,0	708 203,0	822 514,0	976 694	1 143 866,0
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-373,2	-339,7	-360,0	-361,8	-349,0
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 571,9	1 654,6	1 729,1	1 782,9	1 845,6
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 617,1	1 688,6	1 766,7	1 808,3	1 881,6
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	136,4	95,4	102,2	70,3	113,4
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	2,0	1,5	1,7	1,0	1,5
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-75 870,1	-176 523,1	-154 400,0	-203 201,0	-206 340,3
Crédit intérieur (en MBIF)	1 410 604,3	1 767 122,4	2 004 966,2	2 369 485,6	2 830 022,4
Créances nettes sur l'Etat	687 259,5	905 857,4	1 112 214,4	1 337 534,0	1 621 458,5
Créances sur l'économie	723 344,8	861 265,0	892 941,6	1 038 614,2	1 208 563,9
Masse monétaire (M3)	1 060 791,0	1 187 101,8	1 499 512,9	1 797 468,9	2 205 255,2
Masse monétaire (M2)	923 271,7	1 093 131,8	1 340 926,6	1 325 958,7	2 017 166,9
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,8	4,4	4,3	4,4	3,1
Base monétaire (Taux de croissance)	-8,6	29,2	39,0	-3,3	23,6
Taux d'intérêt d'apport de liquidité (en %)	3,4	3,1	2,8	2,9	2,7
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en %)	9,8	8,6	7,1	5,8	5,4
Taux d'intérêt moyens créditeurs (en %)	8,7	7,7	6,0	5,6	5,3
Taux sur les Obligations du Trésor à 5 ans et plus	-	-	14,3	12,3	12,3
Taux d'intérêt moyens débiteurs (en %)	16,9	16,5	16,2	15,9	15,7
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en % du PIB)	16,7	15,6	15,7	18,0	19,7
Dépenses (en % du PIB)	24,7	21,5	20,0	22,6	24,0
Solde primaire (en % du PIB), base droits constatés)	-6,0	-2,3	-1,4	-0,9	1,4
Solde budgétaire global (en % du PIB , base droits constatés)					
- dons exclus	-11,8	-8,4	-6,8	-8,2	-8,2
- dons inclus	-8,0	-5,9	-4,3	-4,5	-4,3
Dettes intérieures (en MBIF)	1 070 572,8	1 376 307,8	1 647 896,9	1 937 821,9	2 314 985,5
Dettes extérieures (en MUSD, en fin de période)	427,4	429,1	440,5	451,1	502,3
Ratio du service de la dette extérieure (en % des exportations)	3,9	4,2	5,1	3,4	5,7
Dettes extérieures (en % du PIB)	15,6	14,9	13,6	14,0	15,2
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	4 417,9	4 848,2	5 702,1	5 816,7	6 254,8
nd= non disponible					

Source : BRB